
Réponse à la Consultation de l'ARCEP sur la Complétude des Déploiements FTTH

Septembre 2015

Régie Auvergne Numérique

INTRODUCTION

La Région Auvergne souhaite apporter sa contribution à la consultation de l'ARCEP sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux FttH mutualisés pour l'habitat isolé.

La Région Auvergne est en effet engagée depuis le 27 juillet 2011 dans une procédure ayant pour objet de confier à un opérateur économique un contrat de partenariat relatif à l'établissement et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit (THD) sur le fondement des articles L.1425-1 et L.1425-2 du code général des collectivités territoriales et organisé autour de deux axes conformément au SDTAN porté par la Région Auvergne :

- l'Axe 1 (développement économique) concerne la desserte à haut ou très haut débit à destination des Utilisateurs d'«offres professionnelles», en particulier, les entreprises (dans et hors Zones d'Activités Économiques) et les sites des services publics, notamment sites administratifs, sites de santé, d'enseignement, recherche, etc. : plusieurs typologies d'Utilisateurs « professionnels » peuvent être distinguées en fonction de l'exigence de qualité de services requise par l'Utilisateur et du niveau de prix qu'il est prêt à consentir. À titre de comparaison et par référence aux « offres professionnelles » les plus largement répandues à l'heure actuelle et sans que cela constitue une quelconque préconisation technologique de la Personne publique, sont concernés les Utilisateurs d'« offres professionnelles » de type IP ADSL avec des besoins proches de ceux du grand public et les Utilisateurs d'« offres professionnelles » SDSL voire FTTO, répondant à des exigences de haute qualité de service (niveaux de services élevés : fiabilité, symétrie et garantie des débits, Service Après-Vente performant, supervision continue, etc.)
- l'Axe 2 (Très Haut Débit Grand Public) concerne l'amélioration de l'éligibilité dans les zones résidentielles avec un objectif 100% Triple Play multipostes disponible au plus tard à l'horizon 2025 avec une proportion de 77% (déploiements privés et publics confondus) des foyers du territoire de la région Auvergne raccordables à des offres d'au moins 100 Mbps. Tous ces foyers devront disposer d'un accès à un débit minimum de 8 Mbps au plus tard à l'issue de la phase 1 (2017).

Dans un territoire à faible densité comme celui de l'Auvergne, l'obligation de complétude apparaît comme particulièrement coûteuse à mettre en œuvre. La Région Auvergne se félicite donc de l'initiative de l'ARCEP visant à adapter le cadre de la régulation dans les zones d'habitat isolé.

SOMMAIRE

I. PREAMBULE.....	4
II. NOTION DE PROXIMITE IMMEDIATE.....	6
A. Déploiement d'un réseau mutualisé en fibre optique jusqu'à un point situé à proximité immédiate des logements desservis	6
B. Positionnement du PBO	6
1. Positionnement du PBO dans les zones d'habitat dispersé	6
2. Conséquences sur les pratiques tarifaires concernant le raccordement final	7
III. POSSIBILITE DE DIFFERER LA POSE DU PBO POUR CERTAINS LOGEMENTS ET LOCAUX PROFESSIONNELS SITUES EN ZONES D'HABITAT DISPERSE	9
A. Objectifs poursuivis	9
B. Précisions	9
1. Maintien de l'équilibre économique du projet de déploiement	9
2. Délai de mise à disposition sur demande d'un PBO	10
3. Mise à disposition des informations concernant les PBO déployés sur demande	11
4. Justification du choix des logements concernés	11

I. PREAMBULE

Le PPP Auvergne Très Haut Débit a mis en place le principe suivant pour le traitement des logements isolés, applicable dès sa signature à l'été 2013 :

Les zones d'influence des PM et le dimensionnement du réseau pour les communes faisant l'objet d'un déploiement FTTH dans le cadre d'une phase sont définis pour pouvoir couvrir 100% des logements des communes considérées.

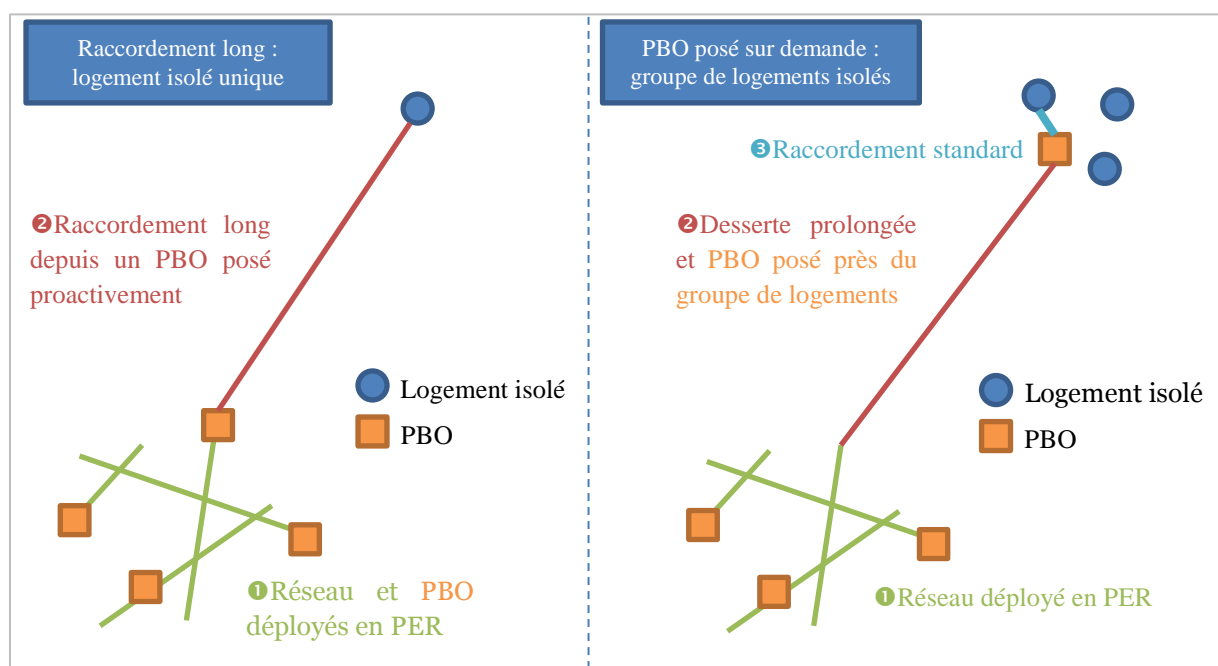
Néanmoins, les cas d'habitats ou hameaux isolés, éloignés ou difficiles d'accès, et/ou nécessitant des besoins de travaux lourds de génie civil ou des moyens logistiques particuliers, sont exclus des zones de couverture FTTH [créées en Premier Établissement de Réseau (PER)].

En effet, pour ces cas, l'intégralité du réseau de distribution n'est pas déployée en proactif, les modalités spécifiques suivantes sont actuellement prévues au Contrat pour le raccordement de ces logements isolés :

- Réseau FTTH déployé jusqu'au PB en proactif, avec PB distant des logements isolés qui seront alors raccordés sur devis sur demande d'un opérateur Usager,
- Réseau FTTH non déployé en proactif jusqu'au PB destiné à desservir des logements isolés ; déploiement sur devis sur demande d'un opérateur Usager.

Il y a donc deux cas évoqués ci-dessus :

- **Raccordement long** : un unique logement isolé est raccordé (sur plusieurs centaines de mètres) à un PB posé en proactif à proximité immédiate des déploiements effectués.
- **PB posé sur demande** : un PB est posé à proximité immédiate d'un groupe de logements isolés suite à la demande de raccordement d'un de ceux-ci. Le raccordement est alors standard.



Les modalités tarifaires spécifiques de ces déploiements sont décrites dans le Contrat.

Le Titulaire du Contrat réalise les investissements liés à ces déploiements dans la limite de l'enveloppe financière « logements isolés » prévue à cet effet .

En fonction de la partition définitive en zones arrière de PM, de l'étude fine des synoptiques optiques et des difficultés rencontrées :

- des ajustements du nombre de prises par commune pourront être réalisés tout en respectant les engagements de nombre de prises par département,
- les zones de couverture pourront être ajustées en conséquence.

À date de signature du Contrat, nous avons :

Phase	Nb prises FttH mutualisables (PM déployé)	Nb prises raccordables	Nb prises « logements isolés »	Part de « logements isolés »
Phase 1	112 957	100 106	12 851	11%
Phase 2	121 558	106 566	14 992	12%
Phase 3	98 431	84 204	14 227	14%

Cependant, ce système ne semble pas fonctionner aujourd'hui, car aucun FAI n'est usager du RIP dans les zones d'habitat isolé. En effet, le Titulaire argue aujourd'hui que la structure des fichiers IPE est un cadre rigide, qui ne peut inclure d'attribut pour spécifier le statut des logements en zone d'habitat isolé « raccordable sur demande ». La Régie Auvergne Numérique travaille à adapter le dispositif pour le rendre opérationnel et pourrait envisager un lien direct avec le client final qui serait amené – en particulier pour les raccordements PBO-PTO longs – à participer au financement à l'instar des modalités existantes pour les raccordements au réseau d'électricité, etc.

La démarche de l'ARCEP de généraliser le concept de traitement distinct de l'habitat isolé donnerait ainsi du crédit au dispositif mis en place dans le Contrat du PPP Auvergne THD, en le soutenant et lui donnant une valeur réglementaire.

II. NOTION DE PROXIMITE IMMEDIATE

A. DEPLOIEMENT D'UN RESEAU MUTUALISE EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'A UN POINT SITUE A PROXIMITE IMMEDIATE DES LOGEMENTS DESSERVIS

Question 1 : Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ?

La Régie Auvergne Numérique reconnaît qu'en général le PBO marque le point d'arrêt entre le réseau de desserte et le raccordement.

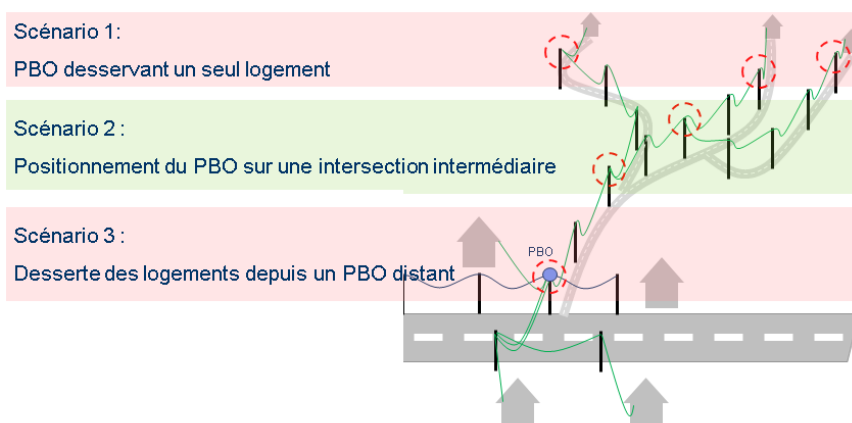
En revanche, la notion de proximité immédiate est toute relative avec le mécanisme mis en place dans le PPP Auvergne Très Haut Débit (décrit en « I. Préambule »), puisque dans le cas des raccordements longs, il s'étend plusieurs centaines de mètres entre un PBO posé de manière proactive et le logement isolé.

B. POSITIONNEMENT DU PBO

1. POSITIONNEMENT DU PBO DANS LES ZONES D'HABITAT DISPERSE

Question 2 : L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.

Le mécanisme mis en place dans le PPP Auvergne Très Haut Débit (décrit en « I. Préambule ») est compatible avec le principe que deux câbles de raccordement ne devraient cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.

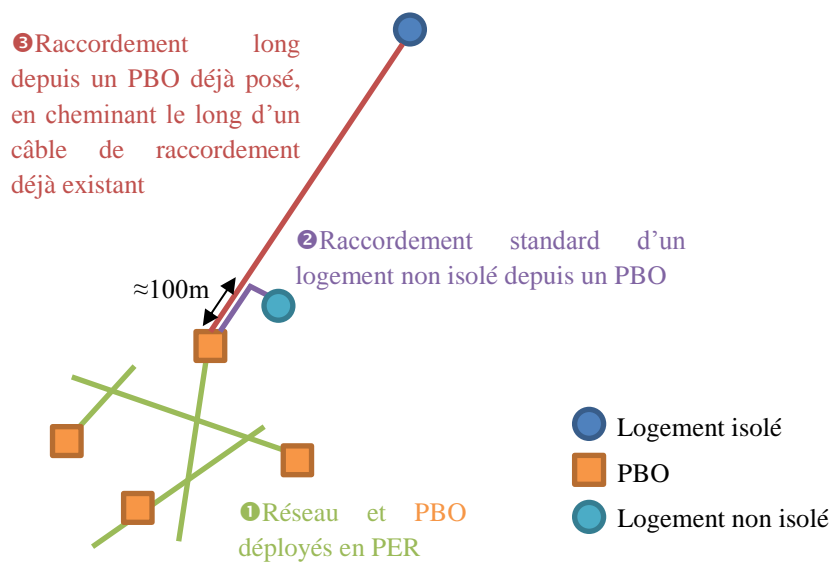


La problématique posée par le schéma ci-dessus est de traiter le raccordement des 3 logements isolés en haut de celui-ci, depuis le bourg centre situé en bas de celui-ci.

Le scénario 1, PBO posé pour un seul logement isolé (sans perspective de nouveau logement), n'est pas retenu par la Régie Auvergne Numérique, qui préfère dans ce cas un raccordement long jusqu'à un PBO déjà existant (cf Scénario 3).

Le scénario 2, PBO posé sur une intersection intermédiaire, peut être utilisé pour permettre un futur raccordement long ou pose de PBO pour un groupe de logement isolé depuis ce PBO intermédiaire, et évite le cheminement de 2 câbles sur une trop grande distance. La limite des 100m semble dans ce cas plus aisée à respecter, mais ne devrait pas être systématique.

La Régie Auvergne Numérique réserve le scénario 3, raccordement long du logement isolé vers un PBO existant au niveau du bourg, pour les logements isolés seuls (non groupés). Dans ce cas, la limite des 100m paraît trop contraignante, la particularité d'un raccordement long étant que celui-ci atteigne plusieurs centaines de mètres avec parfois une connexion à un PBO existant le long du cheminement d'un câble déjà utilisé pour un raccordement standard (cf schéma ci-dessous).



La limite des 100m ne paraît pas appropriée en zone rurale. Cette distance de cheminement commun de deux câbles devrait être laissée à l'appréciation de l'opérateur d'immeuble, en fonction de la géographie du territoire.

2. CONSEQUENCES SUR LES PRATIQUES TARIFAIRES CONCERNANT LE RACCORDEMENT FINAL

Question 3 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.

Le Contrat du PPP Auvergne Très Haut Débit précise :

Les prestations de raccordement d'un client final isolé sont accessibles avec la prestation de cofinancement et avec la prestation d'accès à la ligne FTTH afin de raccorder un client final installé dans un habitat isolé.

On distingue deux cas de figure pour le raccordement de l'habitat isolé :

- pour les logements de type « habitat isolé », un PB éloigné est déployé en un point permettant la mutualisation avec 4 à 6 autres logements et la Personne publique propose une prestation spécifique de raccordement client final « long » à partir du PB éloigné.

- pour les groupements de logements isolés, la Personne publique propose une prestation spécifique de réalisation du PB « isolé » pour l'Usager, les raccordements clients sont eux réalisés dans les conditions [standards] [...]

Le délai maximum de raccordement d'un logement isolé est de 6 mois à compter de la demande de l'usager (sous réserve de l'accord du client final pour la construction du raccordement en partie privative).

Et au Catalogue de Services, on lit :

On distingue deux cas de figure pour le raccordement de l'habitat isolé :

- pour les logements de type « habitat isolé », la prestation consiste en la réalisation d'un câblage client final « long » (PB-PTO).

- pour les groupements de logements isolés, la prestation consiste en la réalisation du PB isolé, et de raccordements clients standard.

Les prestations ci-dessus visant le raccordement de logements isolés, sont facturées par la Personne publique à l'Usager sur la base d'un prix forfaitaire de 1 655 €HT jusqu'à T0+132 mois puis 1 800 €HT. En cas de changement d'Usager, la Personne Publique facture une contribution au frais de mise en service dans les conditions applicables à un câblage client final standard.

En outre, une ligne FTTH desservant un logement isolé fait l'objet d'un complément d'abonnement mensuel au titre de la maintenance dont le montant est estimé à 1,5€HT.

Il a ainsi été prévu un prix forfaitaire que l'Usager (le FAI client) verse à la Collectivité (Opérateur d'immeuble du RIP). Le coût en revanche facturé par le Titulaire du PPP à la Régie Auvergne Numérique est sur devis. Aussi, une péréquation a été retenue comme base de la grille tarifaire des raccordements des logements isolés, le même tarif étant appliqué quels que soient les cas.

III. POSSIBILITE DE DIFFERER LA POSE DU PBO POUR CERTAINS LOGEMENTS ET LOCAUX PROFESSIONNELS SITUES EN ZONES D'HABITAT DISPERSE

A. OBJECTIFS POURSUIVIS

Question 4 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?

Afin de ne pas dénaturer la définition d'un réseau FttH, laissant chaque acteur le choix d'interpréter librement le degré de déploiements qui devraient être effectués en Premier Établissement de Réseau (PER), ou au fil des demandes des Usagers, il convient de fixer un cadre et des limites à ne pas dépasser. Le risque est sinon de rencontrer des situations disparates sur le territoire.

B. PRECISIONS

1. MAINTIEN DE L'EQUILIBRE ECONOMIQUE DU PROJET DE DEPLOIEMENT

Question n°5 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et, le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.

À la suite des premières offres qu'elle a reçues dans le cadre de sa procédure de contrat de partenariat THD, la Régie Auvergne Numérique a demandé aux Candidats de chiffrer :

a. d'une part le déploiement de 100% des zones arrière des PM en 5 ans

b. d'autre part le déploiement partiel des zones arrières de PM pour la majorité des PB en 1er établissement et pour le restant en débordant sur plusieurs années en période d'exploitation (en précisant le nombre de PB déployés dans le délai des 5 ans suivants la date de signature du contrat pour permettre à la Régie d'évaluer les quantités entrant dans le cadre du FSN).

Une des réponses reçues comportant deux scénarios de déploiement (en « tâche d'huile » autour des zones AMII et en « peau de léopard » avec une répartition plus équitable dans les territoires) a montré dans les deux cas un surcoût brut (coût d'investissement et coûts d'exploitation) de l'ordre de 3% sur la durée du projet (24 ans) si la totalité des PBO sont déployés dans une période de 5 ans.

Concernant une limitation à fixer pour le nombre de logements « raccordables sur demande », la convention FSN signée par la Régie Auvergne THD stipule :

« En outre, l'octroi définitif de l'aide est dorénavant subordonné au respect de conditions et notamment :

- Le Titulaire du Contrat de partenariat devra réaliser le déploiement de la zone arrière des Points de Mutualisation (PM) jusqu'au Point de Branchement Optique (PBO) dans une durée

maximale de 5 ans pour tous les locaux dont le raccordement ne présente pas de difficulté exceptionnelle (au moins 85% des PBO de chaque Nœud de Raccordement Optique). Cette obligation s'entend, conformément aux stipulations du Contrat de partenariat et particulièrement au titre de la définition « Logement raccordable », sous réserve de l'obtention de la signature Convention fibre, à condition que le Titulaire puisse apporter la preuve de sa diligence pour l'obtention de cette signature. »

Ainsi, un seuil de 15% maximum des PBO non déployés a été fixé par NRO, soit un maximum de 15% des lignes FttH non raccordables dès le Premier établissement de Réseau (PER) par NRO, puisque ces « PBO isolés » comportent en moyenne moins de lignes FttH que les autres. Ce critère paraît un bon indicateur pour éviter de dénaturer la définition d'un réseau FttH comme évoqué en réponse à la question n°4.

2. DELAI DE MISE A DISPOSITION SUR DEMANDE D'UN PBO

Question 6 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.

Le Contrat de PPP Auvergne THD vient préciser :

On distingue deux cas de figure pour le raccordement de l'habitat isolé :

- pour les logements de type « habitat isolé », un PB éloigné est déployé en un point permettant la mutualisation avec 4 à 6 autres logements et la Personne publique propose une prestation spécifique de raccordement client final « long » à partir du PB éloigné.
- pour les groupements de logements isolés, la Personne publique propose une prestation spécifique de réalisation du PB « isolé » pour l'Usager, les raccordements clients sont eux réalisés dans les conditions standards.

Le délai maximum de raccordement d'un logement isolé est de **6 mois** à compter de la demande de l'usager (sous réserve de l'accord du client final pour la construction du raccordement en partie privative).

Aussi, la proposition de l'ARCEP de mise en place du lien PM-PBO sous 4 mois, laisse 2 mois de délai pour établir le raccordement (section PBO-DTIO), qui paraît un délai convenable. A noter toutefois que ce délai risque d'être dépassé en cas de nécessité de remplacement de poteaux ERDF par exemple car l'opérateur d'immeuble est dans ce cas soumis au délai d'ERDF. Des exceptions doivent être aménagées nous semble-t-il.

L'objectif principal étant que le client final dispose du service dans un délai aussi contraint que possible, tout en laissant à l'opérateur d'immeuble (et éventuellement l'opérateur commercial s'il réalise le raccordement) le temps de mettre en place la continuité optique jusque ce logement.

3. MISE A DISPOSITION DES INFORMATIONS CONCERNANT LES PBO DEPLOYES SUR DEMANDE

Question 7 : Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.

La Régie Auvergne Numérique est d'accord avec la proposition de l'ARCEP d'informer les éventuels opérateurs cofinanceurs des logements qualifiés de « raccordables sur demande » le plus tôt possible, pour les aider à se positionner.

Ces données devraient être transmises dès la Consultation de Lot organisée après l'appel à cofinancement.

Ensuite, un attribut dans les données IPE paraît nécessaire pour préciser le statut des logements (isolé /groupe isolé / non isolé).

4. JUSTIFICATION DU CHOIX DES LOGEMENTS CONCERNES

Question 8 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.

La Régie Auvergne Numérique pense qu'en premier lieu les éléments topographiques et une analyse géomarketing sont des éléments suffisants pour justifier la qualification de secteurs en logements isolés, pourvu que l'on reste dans les limites évoquées en question n°5.

En complément, il être indispensable d'adjoindre la possibilité pour les Communes concernées de faire remonter des besoins particuliers à l'occasion de la consultation préalable décrite dans le texte de la Consultation ARCEP ou à l'occasion des rencontres spécifiques de la Personne publique opérateur d'immeuble avec les Elus des territoires. C'est ce que la Régie Auvergne Numérique organise, en parallèle des déploiements du Premier Etablissement de Réseau, pour réaliser des extensions du RIP dans le cadre des enveloppes financières du Contrat prévues à cet effet. Ainsi, les négociations plus fines avec les territoires ne viennent pas ralentir les déploiements du réseau mais viennent s'inscrire en totale cohérence.